

AGIR POUR L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE

Un plan d'action en dix mesures pour aider les gouvernements et les entreprises à se relever et à sortir plus forts de la pandémie de COVID-19 en faisant de l'inclusion financière numérique des femmes une priorité

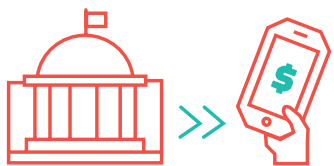
8 MARS 2021



10 MESURES POUR ATTEINDRE L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE



01
Numériser les paiements
du secteur privé



02
Numériser le versement
des prestations sociales



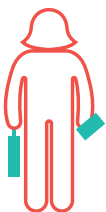
03
Interdire la discrimination
à l'égard des femmes



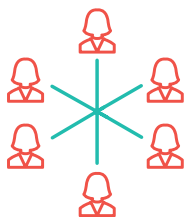
04
Garantir l'accès universel
à des documents d'identité



05
Supprimer l'écart entre
les genres concernant
la possession de
téléphones portables



06
Embaucher des femmes
dans les banques
et les opérateurs de
téléphonie mobile



07
Recueillir, analyser
et utiliser des données
ventilées par genre



08
Créer des produits
financiers abordables
et adaptés aux femmes



09
Aider les femmes à tirer
parti du commerce en ligne



10
Créer et mettre en œuvre des
systèmes fiables de protection
des consommateurs dans
le domaine de la finance
numérique

AGIR POUR L'ÉGALITÉ FINANCIÈRE

TÉMOIGNAGES ENGAGÉS



Avec la révolution numérique, l'Indonésie peut accélérer son développement économique et, élément important, faire en sorte que cette croissance économique soit inclusive. Les services financiers numériques sont un versant essentiel de cette révolution. Il est impératif que les femmes indonésiennes, qui sont des agents économiques essentiels, aient un accès égal à des produits et services financiers numériques qui tiennent compte de leurs besoins et de leurs aspirations.

S. E. Sri Mulyani Indrawati
Ministre des Finances
République d'Indonésie



Notre gouvernement souhaite réduire de moitié l'écart entre les genres dans l'accès aux services financiers d'ici à cinq ans. Les principales mesures comprennent l'obtention de données ventilées par genre et la promotion de la représentation des femmes aux postes de direction, y compris dans les comités et les directions des institutions et du secteur financiers. De plus, nous mettons en œuvre des systèmes spécifiques afin d'éliminer les obstacles de première ligne pour les femmes, comme l'absence de documents d'identité et l'accès limité aux téléphones portables.

M. Ahmed Shide
Ministre des finances
République d'Éthiopie



Dans une société collaborative et unie, le renforcement de l'inclusion financière des femmes par la technologie numérique permet de maintenir un équilibre social garant d'une croissance durable.

Mme Zahra Iyane Thiam Diop
Ministre de la microfinance
et de l'économie sociale et solidaire
République du Sénégal

TÉMOIGNAGES ENGAGÉS

La Banque des États de l’Afrique centrale place les femmes au cœur de sa stratégie d’inclusion financière. Celle-ci repose en grande partie sur l’inclusion financière numérique de ce segment de la population et tire parti de l’accélération des avancées des technologies de l’information et de la communication.

M. Abbas Mahamat Tolli
Gouverneur de la Banque
des États de l’Afrique centrale

Je suis convaincu que le fait de faciliter l’accès des femmes aux services financiers à l’échelle domestique aura un immense effet multiplicateur sur l’économie. La Banque centrale du Malawi poursuivra ses efforts pour aider les segments mal desservis de la population et pour permettre à davantage de filles et de femmes de participer activement au développement économique du pays. Cela contribuera à réduire sensiblement l’écart entre les genres et à éliminer les inégalités qui perdurent dans le secteur financier.

D^r Wilson T. Banda
Gouverneur de la Banque de réserve
du Malawi

Au Pérou, nous développons un compte numérique universel proposé par Banco de la Nación, la banque nationale. Nous souhaitons faire en sorte que toutes les femmes et tous les citoyens de ce pays disposent des avantages et de l’accès aux services financiers dont ils ont besoin pour améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance, en particulier en ces temps difficiles, alors qu’ils doivent faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19.

Mme Carolina Trivelli
Ancienne ministre du développement
et de l’inclusion sociale
République du Pérou

TÉMOIGNAGES ENGAGÉS



Nous sommes le premier détaillant en vêtements à imposer à ses fournisseurs l'exigence ambitieuse de payer leurs travailleurs numériquement et ce faisant, nous tirons parti de notre envergure pour améliorer l'inclusion financière de millions de personnes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Cet engagement vient compléter notre programme P.A.C.E qui a déjà offert une éducation financière et d'autres compétences essentielles à la vie courante à 800 000 femmes.

Mme Sonia Syngal
PDG, Gap Inc.



En janvier, Unilever a annoncé des engagements très ambitieux qui visent à rendre le monde plus juste et plus inclusif. En effet, notre entreprise ne peut pas se développer durablement sans une société plus équitable et plus inclusive. L'inclusion financière numérique peut jouer un immense rôle.

M. Alan Jope
PDG, Unilever



Les paiements numériques tels que l'argent mobile peuvent jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de l'inclusion financière des femmes et l'élimination de l'écart entre les genres dans l'accès aux services financiers dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. La finance et la technologie sont deux vecteurs importants de l'autonomisation des femmes, et ONU-Femmes préconise donc aux parties prenantes de transformer leurs systèmes de façon à favoriser l'égalité entre les genres et l'inclusion financière à part entière des femmes.

Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka
Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU-Femmes





INTRODUCTION



INTRODUCTION

Ces dix dernières années, l'inclusion financière et économique des femmes est devenue une priorité à l'importance croissante pour les gouvernements et les entreprises qui appuient leur démarche sur les divers avantages de cette inclusion, tels que l'augmentation de la production agricole, le renforcement de la résilience des entreprises, la fidélisation des clients et la croissance du PIB. Les résultats obtenus soulignent à quel point il est important de supprimer les barrières structurelles qui empêchent les femmes de prendre une part active à l'économie formelle.

En dépit de ces données factuelles, un récent rapport du G20 montre la triste vérité sur les difficultés que rencontrent les femmes pour obtenir des services financiers numériques. Dans de nombreux pays, les droits des femmes ne sont toujours pas garantis par des lois. De trop nombreuses femmes ne peuvent pas obtenir de documents d'identité, ce qui les empêche d'ouvrir un compte bancaire, de posséder des biens ou de développer un historique de crédit, autant de facteurs essentiels pour épargner, se constituer un capital, obtenir un prêt, et ouvrir et développer une entreprise. Nombre d'entre elles ne peuvent même pas acheter un téléphone portable basique pour envoyer et recevoir de l'argent. Les prestataires de services financiers de tout type n'ont pas de femmes à leurs postes de direction et ne pratiquent pas la parité pour les agents et caissiers de banque. Nombre d'entre eux n'ont pas encore compris que les femmes peuvent être un segment de clientèle très rentable et n'investissent pas dans des produits, services ou canaux qui répondent aux besoins des femmes.

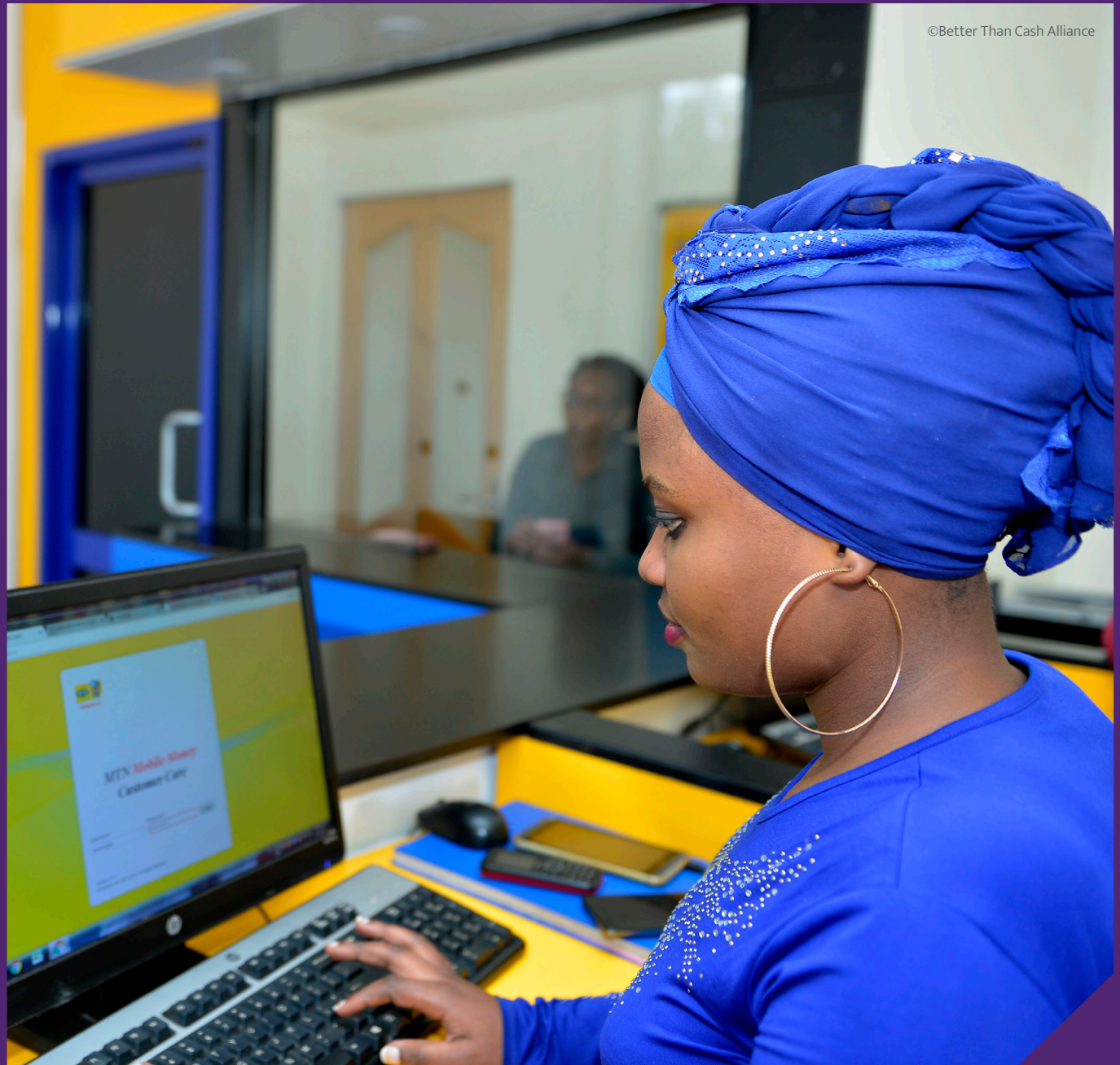


©UNCDF Bangladesh

La pandémie de COVID-19 a eu d'importantes répercussions pour les filles et les femmes. La Banque mondiale fait état de la première augmentation de l'extrême pauvreté depuis 1998, avec au moins 71 millions de personnes qui devraient tomber dans la misère. De son côté, ONU-Femmes estime qu'au moins 47 millions de filles et de femmes supplémentaires passeront sous le seuil de pauvreté en 2021.

Cette année, au moins 247 millions de femmes âgées de plus de 15 ans vivront dans une extrême pauvreté.

Les femmes souffriront également plus longtemps des conséquences économiques de la pandémie, car elles travaillent de façon disproportionnée dans le secteur informel et sont moins susceptibles d'avoir droit aux aides sociales des États.



La réponse à l'inégalité financière part de bonnes intentions, mais elle est parcellaire. **Les ambitions post-COVID-19 doivent répondre à l'ampleur et l'urgence exceptionnelles de la crise. La réussite dépend de la participation de chacun et de chacune.** Inspiré par des décennies d'expérience, de recherche et d'activités de terrain,

le plan d'action en 10 mesures présenté dans ce document

entend contribuer à la lutte contre l'exclusion économique de la moitié de la population mondiale et au développement d'économies plus résilientes. Ces dix mesures revêtent toutes une importance égale. Elles ne constituent pas des étapes successives : au contraire, elles doivent être menées de front par toutes les parties prenantes engagées dans la lutte pour l'égalité financière, car elles se renforcent les unes les autres.



10 MESURES





01 NUMÉRISER LES PAIEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, peuvent aider les femmes à ouvrir un compte bancaire, en numérisant le versement des salaires de leurs employés, de leurs fournisseurs et de leurs distributeurs plutôt qu'en les rémunérant en espèces. Selon les données de Global Findex, près de 200 millions d'adultes dans le monde, dont 85 millions de femmes, ont ouvert leur premier compte bancaire afin de percevoir leur salaire sous forme de paiement numérique dans le secteur privé.



80 MILLIONS
de femmes ne disposent
pas d'un compte bancaire
et continuent de percevoir
leur salaire en espèces.

Les gouvernements sont également appelés à jouer un rôle primordial en veillant à ce que le cadre politique encourage les entreprises à numériser leurs paiements.

L'industrie du prêt-à-porter — secteur dans lequel travaille généralement une population largement féminine — illustre bien les répercussions que le secteur privé peut avoir sur les femmes et sur l'économie. Des études réalisées au Bangladesh indiquent que le versement numérique des salaires permet aux employés des usines d'accroître considérablement leurs économies et d'améliorer leur capacité à gérer les situations de crise financière.



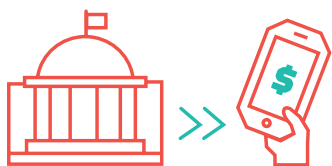
©Better Than Cash Alliance/M.M. Zahidur Rahman

La formation des employées en matière de budget, d'épargne et d'utilisation responsable des produits financiers, par exemple grâce aux outils du programme HERfinance Digital Wages de BSR, peut également leur permettre d'atteindre leurs objectifs financiers et de mieux maîtriser les finances du ménage. En plus d'accroître l'inclusion financière des employés, les paiements numériques contribuent à limiter les coûts et à améliorer l'efficacité. Après être passé au paiement numérique dans ses usines en Inde, **Gap Inc.** a **indiqué avoir fait des économies de temps équivalent à 16 emplois à temps complet par mois sur les lignes de production**, et par ailleurs réduit jusqu'à 20 % la rotation du personnel. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le versement des salaires de manière numérique s'est largement répandu afin d'éviter les problèmes sanitaires liés aux files d'attente pour les retraits en espèce et aux transactions monétaires physiques. En conséquence, dans les usines du monde entier, des millions d'employés supplémentaires reçoivent leurs salaires sur des comptes bancaires mobiles.

« Avant d'ouvrir un compte bancaire, je ne mettais pas régulièrement d'argent de côté. J'avais l'habitude de rapporter la totalité de mon salaire en espèces à la maison et de le donner à ma famille. Maintenant, sur chaque versement, je garde un peu d'argent sur mon compte et cela me permet de commencer à faire des projets. »

Taslima Sultana Khanam, présidente du Forum pour le développement des femmes de Brahmanbaria Sadar, Bangladesh

Source



02 NUMÉRISER LES PAIEMENTS DES PRESTATIONS SOCIALES

La pandémie de COVID-19 menace de balayer des avancées chèrement acquises en matière de développement international et d'égalité entre les genres. Les données de la Banque mondiale (2020) indiquent que, face à cette menace, près de 215 pays et territoires ont prévu, proposé ou adapté plus de 1 414 versements d'aide et autres mesures de protection en faveur des populations les plus vulnérables.

Il est prouvé que numériser ces versements favorise l'inclusion financière des femmes qui en bénéficient et leur permet de renforcer leur pouvoir de prise de décision au sein des ménages et leur participation au marché du travail. À titre d'exemple, **85 millions de femmes ont ouvert leur premier compte bancaire pour pouvoir percevoir leur salaire du secteur public**, et 80 millions supplémentaires en ont ouvert un pour percevoir des prestations sociales.

Néanmoins, des occasions restent à saisir, étant donné que

60 MILLIONS

de femmes ne disposent pas de compte bancaire et continuent de percevoir des versements du gouvernement en espèces.



Étant donné qu'il est urgent de fournir des prestations financières en raison de la pandémie de COVID-19, il importe que les gouvernements gèrent les risques potentiels dans le cadre de la numérisation des paiements, notamment le risque d'exclusion des femmes. Il convient par conséquent de veiller à leur autonomie à chaque étape, y compris en leur donnant le choix parmi les prestataires de services financiers, et en développant leurs compétences numériques et financières. L'expérience montre qu'il est essentiel de considérer l'ensemble des mécanismes de prestation d'urgence face à la pandémie de COVID-19, de leur élaboration à leur mise en œuvre, à travers le prisme de l'égalité des genres.



Il est prouvé que la formation financière est plus fructueuse dès lors qu'elle est dispensée à des femmes ayant une raison particulière d'acquies ces compétences, par exemple en vue de percevoir des prestations du gouvernement. En outre, l'utilisation de la technologie, y compris les SMS, permet de fournir des informations à bas coût et d'améliorer les comportements en matière de finance. En Colombie, par exemple, les bénéficiaires de transferts financiers conditionnels situés en zone rurale, dont la plupart étaient des femmes, se sont vu prêter des tablettes, dans lesquelles un contenu d'éducation financière convaincant était préalablement téléchargé. Les résultats positifs obtenus en matière de santé financière étaient encore visibles deux ans plus tard.

COMMENT FAIT-ELLE FONCTIONNER SON MÉTIER À TISSER ?

L'histoire de l'inclusion financière numérique de femmes à Manipur, Inde

 CLIQUEZ SUR CE LIEN POUR ACCÉDER À LA VIDÉO





03 INTERDIRE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

Des études montrent que l'inclusion financière des femmes est généralement plus forte dans les économies dans lesquelles les femmes et les hommes sont égaux en droit. Selon la base de données Women, Business, and the Law de la Banque mondiale, dans **115 économies, la loi empêche les femmes de gérer une entreprise de la même manière que le feraient des hommes et, dans 167 pays, au moins une loi bride les opportunités économiques des femmes.**



DANS 115 ÉCONOMIES, la loi empêche les femmes de gérer une entreprise de la même manière que le feraient des hommes.



DANS 167 PAYS, au moins une loi bride les opportunités économiques des femmes.



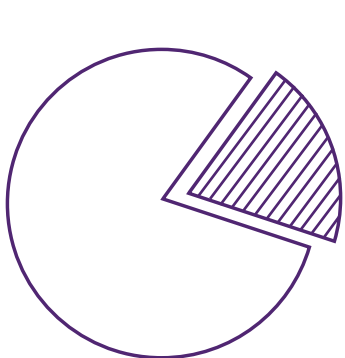
À titre d'exemple, dans plusieurs pays, les femmes n'ont pas le droit de demander des documents d'identité ou d'ouvrir des comptes bancaires au même titre que les hommes. L'un des principaux défis en question concerne les normes qui sous-tendent les lois : « L'argent est [considéré comme] un domaine réservé aux hommes. La société n'envisage pas que le rôle de la femme est de gagner de l'argent, ni qu'elle a le droit de prendre des décisions financières. » Contrecarrer la discrimination juridique à l'égard des femmes est une autre composante essentielle de leur inclusion financière.

Les gouvernements, les instances réglementaires, les entreprises et la société civile ont tous un rôle considérable à jouer dans la lutte contre la discrimination. Il importe aussi tout particulièrement que les femmes soient libres de militer pour améliorer leurs droits sociaux, politiques et économiques, les **organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes ayant joué un rôle déterminant dans la réduction des inégalités de genre dans de nombreux secteurs.** Les décideurs politiques peuvent également inviter les groupes de femmes à donner leur avis par l'intermédiaire de dialogues politiques public-privé, comme l'a par exemple fait la Banque centrale de Sierra Leone en partenariat avec l'UNCDF.



04 GARANTIR L'ACCÈS UNIVERSEL À DES DOCUMENTS D'IDENTITÉ

Disposer d'un document national d'identité est une condition indispensable à l'obtention de services téléphoniques mobiles et financiers.



À l'échelle mondiale, une femme sur cinq ne possédant pas de compte bancaire déclare que ne pas avoir de document d'identité est un obstacle considérable pour en ouvrir un.

Il est particulièrement rare que les personnes possèdent un document d'identité en Afrique subsaharienne, région dans laquelle les femmes sont d'autant moins susceptibles à 9 % d'en avoir un que les hommes. Selon les données de Global Findex et de l'initiative Identification for Development (ID4D) de la Banque mondiale, l'utilisation la plus répandue des documents d'identité en Afrique subsaharienne vise à obtenir des cartes SIM ou des services téléphoniques mobiles, qui sont essentiels pour accéder aux services financiers numériques.



©UNCDF

Les gouvernements doivent éliminer les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder aux documents d'identification officiels. Parmi ces obstacles figurent le fait de requérir d'une femme mariée qu'elle fournisse un justificatif au nom de son mari en sus du sien, ainsi que ceux consistant à devoir parcourir de longues distances, à devoir patienter dans de longues files d'attente et à devoir payer chèrement l'enregistrement pour obtenir un document d'identité. Utiliser l'enregistrement mobile pour toucher les femmes, créer des sites d'enregistrement propices aux femmes et fournir des informations ciblées concernant la manière de s'enregistrer et l'endroit pour le faire, tout en promouvant les avantages de la possession d'un document d'identité, sont autant de moyens d'accroître l'accès à l'identification.



05 SUPPRIMER L'ÉCART ENTRE LES GENRES CONCERNANT LA POSSESSION DE TÉLÉPHONES PORTABLES

Les téléphones portables constituent un facteur déterminant pour accroître l'accès aux services financiers, qu'il s'agisse d'effectuer un paiement, de recevoir un versement ou d'envoyer de l'argent. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, environ 8 adultes sur 10 possèdent leur propre téléphone portable.



L'écart numérique persiste : le taux de possession d'un téléphone chez les hommes dépasse celui chez les femmes **DE 7 POINTS DE POURCENTAGE.**

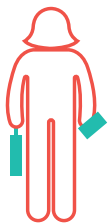
Une grande variété de raisons tant financières que sociales permettent de comprendre cet écart. Par exemple, des études révèlent que, dans certaines économies émergentes, nombreux sont ceux qui pensent que les téléphones portables « distraient » les femmes de leurs devoirs domestiques et les rendent moins susceptibles de rester chastes avant le mariage.

L'amélioration de l'accès aux téléphones portables permettrait aux femmes d'être mieux placées pour recevoir des transferts de fonds, importante source de revenu dans les pays à revenu faible et intermédiaire, qui représente une part disproportionnée de revenu chez les femmes. Les données de la Banque mondiale indiquent que les services numériques permettent de réduire les prix pour les transferts de fonds, tandis que les banques sont plus chères.



Cependant, les femmes n'utilisent généralement pas leur téléphone portable pour effectuer des opérations financières numériques à moins de disposer d'un accès fiable et abordable aux données et à la connectivité. Le coût des données mobiles varie énormément d'un pays à l'autre en Afrique subsaharienne, région dans laquelle se situent quatre des cinq pays ayant les coûts de données mobiles les plus élevés. L'une des raisons pour lesquelles le coût des données est si élevé en Afrique subsaharienne est le manque d'infrastructures : les réseaux sont surchargés, par conséquent les forfaits de données proposés sont généralement de taille plus réduite. Une autre raison au coût élevé est le manque de concurrence sur ce marché. Dans les pays dans lesquels de nombreux réseaux entrent en concurrence, comme le Nigéria, les coûts sont moindres.

Les gouvernements peuvent passer à l'action afin de réduire l'écart entre les hommes et les femmes concernant la possession d'un téléphone portable en construisant les infrastructures nécessaires, en facilitant la concurrence et le choix des consommateurs et en utilisant le fonds de service universel pour favoriser l'accès des femmes à l'internet à haut débit. **Les opérateurs de téléphonie mobile (OTM) peuvent également accroître la disponibilité des appareils sur les marchés non-urbains**, augmenter les options de financement (paiement échelonné) pour les appareils et faciliter la création de forfaits comprenant l'appareil, les données et les options relatives aux appels et SMS.



06 EMBAUCHER DES FEMMES DANS LES BANQUES ET LES OPÉRATEURS DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Les données indiquent que les femmes utilisent les services financiers plus souvent lorsqu'elles sont servies par des employées dans les banques ou les services financiers mobiles. Cependant, trop peu de femmes sont employées dans ces domaines.



Une étude récente révèle par exemple qu'en Inde, les femmes ne représentent que 22 pour cent des employés de banque et 12 pour cent des employés des institutions dans le secteur de la microfinance.

Les prestataires de services financiers peuvent faire une grande différence en employant davantage de femmes dans les banques et les services financiers mobiles, ce qui peut encourager d'autres femmes à devenir clientes et à rejoindre l'économie formelle.



©Better Than Cash Alliance

Un petit nombre de banques en Asie et en Afrique disposent de succursales réservées aux femmes, dans lesquelles les employées offrent aux clientes un environnement sûr et sans harcèlement pour leurs transactions financières.

Des études montrent qu'il existe une corrélation positive entre un pourcentage élevé d'employées et le degré d'innovation d'une entreprise, facteur indispensable à la création et au développement de produits ou à la commercialisation de produits existants auprès des femmes. Il convient également d'employer davantage de femmes au niveau de la gestion, de la direction et de la gouvernance dans les secteurs de la banque et des opérateurs de téléphonie mobile. Le domaine de la réglementation tirerait également profit d'une plus grande présence féminine à des postes de prise de décisions.

« Le fait que, en tant que femme, je puisse prendre ma moto pour aller cultiver mon potager ou me rendre aux réunions de l'association Village Savings and Loans reste un mystère aux yeux de certaines personnes. Les gens me demandent souvent comment je fais pour faire tout ça. J'encourage les femmes à croire en elles, parce qu'elles sont le moteur de leur famille. »

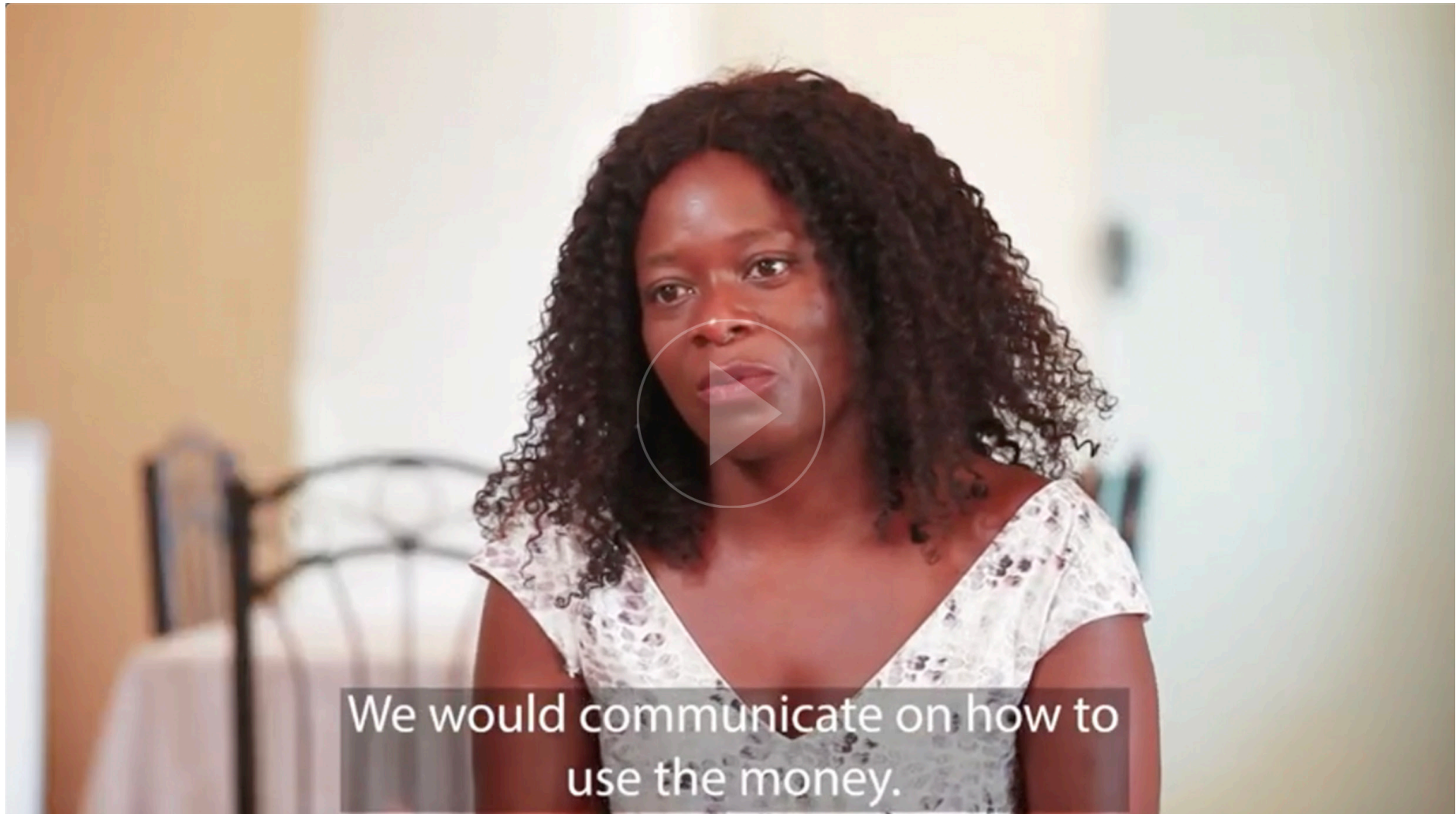
Berna Mirembe, entrepreneuse numérique locale avec le partenaire MobiPay de l'UNCDF

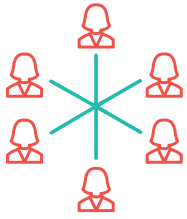
Source

HISTOIRES D'INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE

Elase, entrepreneuse en services bancaires mobiles en Zambie

 [CLIQUEZ SUR CE LIEN POUR ACCÉDER À LA VIDÉO](#)





07 RECUEILLIR, ANALYSER ET UTILISER DES DONNÉES VENTILÉES PAR GENRE SUR TOUS LES TYPES DE SERVICES FINANCIERS, AINSI QUE DES DONNÉES SUR L'ACCÈS À L'IDENTIFICATION, LA CONNECTIVITÉ ET LES APPAREILS

Si les institutions en matière de finance et de télécommunications fournissaient davantage de données ventilées par genre sur leurs clients et leurs activités, les décideurs politiques seraient mieux à même de déceler les obstacles à l'inclusion financière des femmes et de les éliminer. Par exemple, des données sur le nombre de clientes ou d'employées dans leur réseau, ainsi que sur les couvertures téléphoniques et internet. Cela représenterait également un autre intérêt, celui de permettre aux prestataires de services financiers de mieux connaître les avantages directs que suppose l'emploi de plus de femmes, tels que l'augmentation des bénéfices et des volumes de transactions.

Les gouvernements doivent inciter les institutions des secteurs de la finance et des télécommunications à fournir des données anonymisées ventilées par genre en incluant ces données à celles exigées dans les rapports fiduciaires et en les rendant accessibles aux décideurs politiques, aux professionnels et aux chercheurs. En outre, les gouvernements doivent inciter les prestataires financiers à s'en servir en vue d'accroître leur clientèle féminine. **Au Chili, ces 14 dernières années, les instances réglementaires ont recueilli et publié chaque année des rapports de données ventilées par genre du côté de l'offre.**





08 CRÉER DES PRODUITS FINANCIERS ABORDABLES ET ADAPTÉS AUX FEMMES

Les prestataires de services financiers peuvent passer à l'action afin de lutter contre les inégalités financières et élargir leur base de clientèle en créant des produits financiers abordables et spécifiquement adaptés aux femmes.

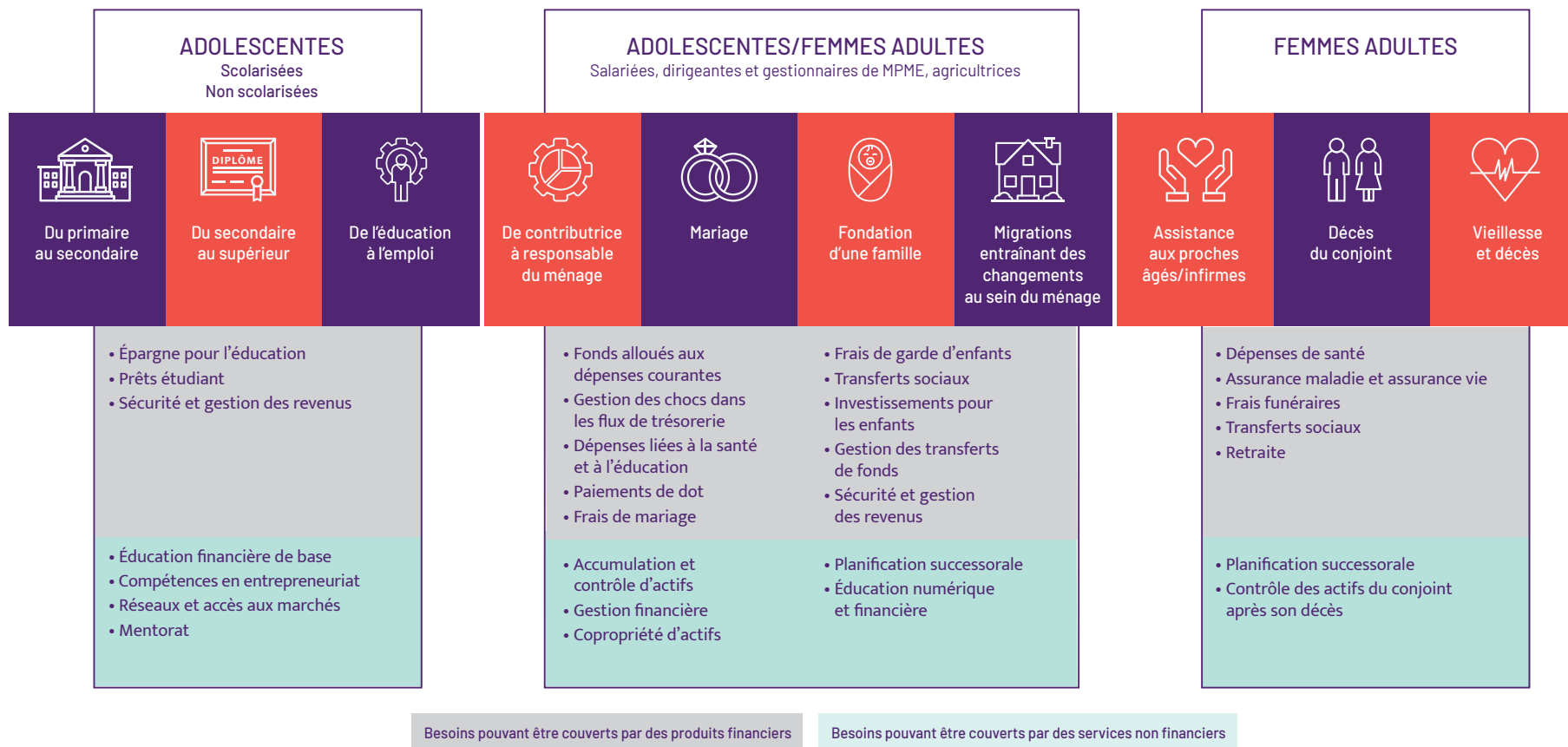


Les femmes s'occupent habituellement de la gestion quotidienne des dépenses du ménage et, parce qu'elles disposent généralement d'un salaire plus bas et plus irrégulier que les hommes, elles sont plus attentives aux prix qu'eux.

Par comparaison, la part de revenu que les femmes tirent des envois et des transferts de fonds est plus élevée que celle des hommes. Les femmes s'occupent aussi habituellement des membres plus âgés de leur famille, elles élèvent les enfants, gèrent les fermes familiales, créent des activités rémunératrices annexes pour trouver des fonds supplémentaires et financent les événements familiaux tels que les obsèques ou les mariages. Chacune de ces réalités comporte des défis et des opportunités en matière de finance. Les femmes ont des besoins différents, qu'ils soient financiers ou non, en fonction du point où elles se situent dans leur vie, comme l'illustre la boîte à outils de la Pleine participation des femmes à l'économie ([Participation of Women in the Economy Realized](#), POWER) de l'UNCDF à la page suivante.



ÉVOLUTION DES BESOINS FINANCIERS DES FEMMES ET DES FILLES



Source : Pleine participation des femmes à l'économie (*Participation of Women in the Economy Realized, PoWER*)

Les produits qui fonctionnent pour les personnes ayant un revenu faible et irrégulier supposant des transactions très fréquentes de faibles montants, sont particulièrement parlants pour les femmes. **Les mécanismes d'épargne intégrés et les ressources sur l'éducation financière engendrent des bénéfices à long terme pour les femmes.** Par exemple, en Zambie, des chercheurs ont constaté une forte demande envers des produits d'épargne visant les femmes enceintes.

Les femmes peuvent également se servir de produits existants s'ils sont commercialisés correctement, de sorte qu'il soit montré qu'ils répondent à leurs besoins. Étant donné la forte prévalence de comptes dormants dans de nombreux pays, les produits financiers numériques adaptés à une clientèle féminine sont susceptibles de représenter, à terme, un double gain pour le secteur privé : une augmentation du nombre de clients avec fidélisation de la clientèle, en parallèle à une augmentation de la participation des femmes à l'économie formelle.



09 AIDER LES FEMMES À TIRER PARTI DU COMMERCE EN LIGNE

Dans le sillage de la fermeture des écoles et de l'obligation pour les individus de rester chez eux en raison de la pandémie de COVID-19, la responsabilité en matière de garde des enfants est susceptible de peser encore davantage sur les femmes. La nature flexible du commerce en ligne peut aider les femmes à accéder des opportunités économiques plus adaptées. Puisque les effets de la pandémie peuvent engendrer de plus lourdes responsabilités en matière de soins aux proches pour bon nombre de femmes, cette flexibilité revêt une importance toute particulière. La mise en place de plateformes de commerce en ligne au service d'entrepreneuses constitue une première étape clé, les femmes étant généralement bien moins représentées que les hommes sur ce genre de plateformes.

L'établissement de pépinières, virtuelles ou non, et la fourniture de services d'accompagnement aux entreprises peut également jouer un rôle essentiel pour encourager les entrepreneuses à renforcer leur modèle économique pour le commerce en ligne, ainsi que leur capacité de paiements numériques et leurs compétences en matière de commercialisation en ligne.

Les gouvernements, les entreprises et la société civile peuvent tous aider considérablement les femmes à saisir ces opportunités.

Trois exemples illustrent l'importance du commerce en ligne pour les femmes. **En Indonésie, des études menées par Women's World Banking ont montré qu'allier la numérisation de la chaîne de valeur à l'entrepreneuriat numérique pour les femmes leur permettait d'obtenir un meilleur accès au crédit, d'améliorer leur tenue des comptes et d'épargner du temps et de l'argent.**

En Ouganda, une jeune pousse de livraison d'aliments, **Jumia Food**, a pu établir un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et connecter 3 000 marchands à sa plateforme afin qu'ils vendent leurs produits—dont 60 pour cent sont des femmes, des personnes handicapées et des jeunes. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) offre également des formations à l'attention des entrepreneuses numériques afin de leur donner les moyens de tirer parti de la transformation numérique de leurs économies et sociétés.





10 CRÉER ET METTRE EN ŒUVRE DES SYSTÈMES FIABLES DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS, Y COMPRIS DES MÉCANISMES UNIVERSELS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Moins de 45 pour cent des adultes en Europe et en Asie centrale, en Amérique latine et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord déclarent avoir confiance dans les institutions financières, par rapport à 70 pour cent des adultes à l'échelle internationale. Les banques et les autres prestataires de services financiers peuvent redonner confiance à leurs clients en offrant une plus grande transparence concernant leurs produits.

L'alliance Better Than Cash a mis au point des lignes directrices relatives au paiement numérique responsable qui fournissent des pistes sur la manière de susciter la confiance, une démarche d'autant plus pertinente à la suite de la pandémie de COVID-19. Ces lignes directrices recommandent en particulier des mesures gouvernementales visant à inciter les prestataires de services financiers à indiquer clairement les tarifs et les conditions d'utilisation de leurs produits et à mettre en œuvre les mesures appropriées tout en garantissant la confidentialité et la protection des données (lignes directrices 2, 3 et 7). Les clients devraient pouvoir vérifier qu'un produit donné est en adéquation avec son utilisation prévue, qu'il est adapté à leurs besoins particuliers et que son tarif est estimé à sa juste valeur (lignes directrices 1, 4 et 6). Des programmes pilotes menés au Mexique et au Pérou suggèrent que des pratiques responsables peuvent être aussi simples que celle qui consiste à demander aux prestataires de fournir des informations importantes claires à propos de leurs produits de crédit ou d'épargne. Il importe également que les prestataires de services financiers élaborent des mécanismes universels de règlement des différends (ou de réclamation) à propos desquels le personnel et les clients devront être dûment informés (ligne directrice 8). Si la mise en œuvre de mécanismes efficaces de réclamation et de règlement des différends devient la norme sur le marché, il est plus probable que les femmes accorderont davantage leur confiance et utiliseront davantage les services financiers numériques.



©Shutter Stock

COMMENT VEILLER À CE QUE LES PAIEMENTS SOIENT EFFECTUÉS DE MANIÈRE RESPONSABLE

 CLIQUEZ SUR CE LIEN POUR ACCÉDER À LA VIDÉO





CONCLUSION





EN BREF...

Les Nations Unies estiment que près de 250 millions de femmes et de filles vivront sous le seuil de pauvreté en 2021. La pandémie de COVID-19 fait reculer les progrès en matière de réduction de la pauvreté et d'autonomisation des femmes de plusieurs dizaines d'années. Une récente enquête sur Facebook indique que les entrepreneuses sont, à près de 6 points de pourcentage, plus susceptibles de fermer leur entreprise que les hommes. En raison de la fermeture des écoles et du fait que la santé des personnes âgées soit davantage exposée, les femmes assument encore plus que de coutume des tâches non rémunérées pour s'occuper de leurs proches.

Il est temps de mettre l'accent sur des solutions qui correspondent à l'ampleur du problème et de ses conséquences. Les services financiers numériques destinés aux femmes figurent au nombre de ces solutions.

Des paiements numériques des secteurs privé et public, conçus pour répondre aux besoins des femmes et portés par des politiques visant à les rendre fiables et abordables, permettraient de stimuler la croissance du produit intérieur brut, d'accroître le nombre de clients, de favoriser leur fidélisation, d'augmenter la participation au marché du travail, le pouvoir de négociation des ménages et de changer les normes de genre.

Utiliser la finance numérique pour faciliter une reprise résiliente, tout en éradiquant les inégalités financières, requiert un effort conjoint des gouvernements, des entreprises et du secteur des services financiers dans le monde entier. Tandis que les gouvernements et les entreprises agissent pour relancer les économies, les dix mesures décrites dans le présent document garantiront la robustesse de ces économies, ainsi que leur résilience, fondée sur les forces des femmes et des filles.

LISTE D'INDICATEURS PROPOSÉS POUR SUIVRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FINANCIÈRE

MESURE	INDICATEURS PROPOSÉS	MÉTHODE D'ÉVALUATION
Mesure 1 : Numériser les paiements du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Perception des salaires sur un compte - femmes, % âgées de 15 ans et + • Perception des salaires sur un compte - hommes, % âgés de 15 ans et + 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données Global Findex de la Banque mondiale
Mesure 2 : Numériser le versement des prestations sociales	<ul style="list-style-type: none"> • Perception de transferts de fonds du gouvernement sur un compte - femmes, % âgées de 15 ans et + • Perception de transferts de fonds du gouvernement sur un compte - hommes, % âgés de 15 ans et + 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données Global Findex de la Banque mondiale
Mesure 3 : Interdire la discrimination à l'égard des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Women, Business and the Law</i> : Indicateurs WBL • <i>Women, Business and the Law</i> : Indicateurs de l'entrepreneuriat • <i>Women, Business and the Law</i> : Indicateurs relatifs aux actifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données Women, Business and the Law de la Banque mondiale
Mesure 4 : Garantir l'accès universel à des documents d'identité	<ul style="list-style-type: none"> • Détention d'une carte nationale d'identité - femmes, % âgées de 15 ans et + • Détention d'une carte nationale d'identité - hommes, % âgés de 15 ans et + 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données Global Findex de la Banque mondiale (initiative ID4D)
Mesure 5 : Supprimer l'écart entre les genres concernant la possession de téléphones portables	<ul style="list-style-type: none"> • Possession d'un téléphone portable - femmes, % âgées de 15 ans et + • Possession d'un téléphone portable - hommes, % âgés de 15 ans et + • Accès à l'internet - femmes, % âgées de 15 ans et + • Accès à l'internet - hommes, % âgés de 15 ans et + 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête Gallup World Poll • Enquête Gallup World Poll
Mesure 6 : Embaucher des femmes dans les banques et les opérateurs de téléphonie mobile	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes dans les conseils d'administration des banques (%) 	<ul style="list-style-type: none"> • Boardex

LISTE D'INDICATEURS PROPOSÉS POUR SUIVRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FINANCIÈRE

MESURE	INDICATEURS PROPOSÉS	MÉTHODE D'ÉVALUATION
<p>Mesure 7 : Recueillir, analyser et utiliser des données ventilées par genre sur tous les types de services financiers, ainsi que des données sur l'accès à l'identification, la connectivité et les appareils</p>	<ul style="list-style-type: none"> Comptes de dépôt détenus par des femmes - pour 1 000 femmes adultes Comptes de dépôt détenus par des hommes - pour 1 000 hommes adultes 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête du Fonds monétaire international sur l'accès aux services financiers
<p>Mesure 8 : Créer des produits financiers abordables et adaptés aux femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation d'une carte de débit ou de crédit pour effectuer des achats - femmes, % âgées de 15 ans et + Utilisation d'une carte de débit ou de crédit pour effectuer des achats - hommes, % âgés de 15 ans et + Utilisation d'un téléphone mobile ou de l'internet pour payer des factures ou effectuer des achats en ligne - femmes, % âgées de 15 ans et + Utilisation d'un téléphone mobile ou de l'internet pour payer des factures ou effectuer des achats en ligne - hommes, % âgés de 15 ans et + Petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par au moins une femme et disposant d'un compte dans une institution financière formelle (%) PME dirigées par au moins une femme ayant un prêt ou une ligne de crédit en cours (%) PME dirigées par au moins une femme ayant une part de prêt nécessitant des garanties (%) 	<ul style="list-style-type: none"> Base de données Global Findex de la Banque mondiale Base de données Global Findex de la Banque mondiale Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale
<p>Mesure 9 : Aider les femmes à tirer parti du commerce en ligne</p>	<ul style="list-style-type: none"> PME dirigées par au moins une femme et vendant un ou plusieurs produits sur des plateformes de commerce en ligne locales, régionales ou internationales (%) 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale (disponibilité limitée des données)
<p>Mesure 10 : Créer et mettre en œuvre des systèmes fiables de protection des consommateurs, y compris des mécanismes universels de règlement des différends</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés d'une législation en matière de protection du consommateur Nombre de pays soutenant des mécanismes de réclamation 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête de la Banque mondiale sur le système de paiements internationaux



Auteurs : Ruth Goodwin-Groen (Alliance Better Than Cash), Nandini Harihareswara (United Nations Capital Development Fund), Leora Klapper (Groupe de la Banque mondiale), Margaret Miller (Groupe de la Banque mondiale), Andy Woolnough (Women's World Banking).